

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 830

[2007/200539]

8 FEVRIER 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 17 et 64;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu les avis 41.487/4 et 41.886/4 du Conseil d'Etat, donnés le 6 novembre 2006 et le 9 janvier 2007 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté a pour objet la transposition partielle de la Directive 96/61/CE du Conseil du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution.

Art. 2. Une nouvelle sous-section *2bis* à la section 7 du chapitre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est ajoutée comme suit :

« Modalités du réexamen et de la modification des conditions particulières des autorisations de certains établissements.

Art. 97*bis*. § 1^{er}. L'autorité compétente, pour délivrer le permis d'environnement en première instance, réexamine et, le cas échéant, modifie sur avis du directeur de la Direction extérieure de la Division de la Prévention et des Autorisations de la commune auprès de laquelle la demande de permis a été introduite et des instances désignées par le Gouvernement, les conditions particulières d'exploitation des établissements visés à l'annexe XXIII pour le 30 octobre 2007 au plus tard.

§ 2. L'autorité compétente, pour délivrer le permis d'environnement en première instance, réexamine et, le cas échéant, modifie sur avis du directeur de la Direction extérieure de la Division de la Prévention et des Autorisations de la commune auprès de laquelle la demande de permis a été introduite et des instances désignées par le Gouvernement, les conditions particulières d'exploitation des établissements visés à l'annexe XXIII lorsque :

1^o la pollution causée par l'établissement est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission existantes d'une autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission;

2^o des changements substantiels dans les meilleures techniques disponibles permettent une réduction significative des émissions sans imposer des coûts excessifs;

3^o la sécurité d'exploitation du procédé ou de l'activité requiert le recours à d'autres techniques;

4^o de nouvelles dispositions légales l'exigent. »

Art. 3. A l'annexe I^{re} du même arrêté, sous l'intitulé général "Formulaire général de demande de permis d'environnement ou de permis unique", les mots "Le résumé non technique est constitué par les éléments suivants du formulaire : 1^{re} partie, cadres I et II; 1^{re} partie, cadre III, points III.1 à III.4; 1^{re} partie, cadre IV, points IV.1 à IV.4; 2^e partie, cadre I, points I.1, I.2.3, I.3 et I.5; 2^e partie, cadres II à IV." sont supprimés.

Art. 4. A l'annexe I^{re} du même arrêté, une 6^e partie est ajoutée comme suit :

« 3^e*bis* partie. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe XXIII joint au formulaire général de demande le résumé non technique :

— de l'établissement, ainsi que de la nature et de l'ampleur de ses activités;

— des matières premières et auxiliaires, des substances et de l'énergie utilisées dans ou produites par l'établissement;

— des sources des émissions de l'établissement;

— de l'état du site d'implantation de l'établissement;

— de la nature et des quantités des émissions prévisibles de l'établissement dans chaque milieu ainsi qu'une identification des effets significatifs des émissions sur l'environnement;

— de la technologie prévue et des autres techniques visant à prévenir les émissions provenant de l'établissement ou, si cela n'est pas possible, à les réduire;

— en tant que besoin, des mesures concernant la prévention et la valorisation des déchets générés par l'établissement;

— des mesures prévues pour la surveillance des émissions dans l'environnement;

— des principales solutions de substitution, s'il en existe, sous la forme d'un résumé. »

Art. 5. Une annexe XXIII est ajoutée au même arrêté comme suit :

« Annexe XXIII

1. Industries d'activités énergétiques.

1.1. Installations de combustion d'une puissance calorifique de combustion supérieure à 50 MW (1).

1.2. Raffineries de pétrole et de gaz.

1.3. Cokeries.

1.4. Installations de gazéification et de liquéfaction du charbon.

2. Production et transformation des métaux.

2.1. Installations de grillage ou de frittage de minerai métallique, y compris de minerai sulfuré.

2.2. Installations pour la production de fonte ou d'acier (fusion primaire ou secondaire), y compris les équipements pour coulée continue d'une capacité de plus de 2,5 tonnes par heure.

2.3. Installations destinées à la transformation des métaux ferreux :

a) par laminage à chaud avec une capacité supérieure à 20 tonnes d'acier brut par heure;

b) par forgeage à l'aide de marteaux dont l'énergie de frappe dépasse 50 kilojoules par marteau et lorsque la puissance calorifique mise en oeuvre est supérieure à 20 MW;

c) application de couches de protection de métal en fusion avec une capacité de traitement supérieure à 2 tonnes d'acier brut par heure.

2.4. Fonderies de métaux ferreux d'une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour.

2.5. Installations :

a) destinées à la production de métaux bruts non ferreux à partir de minerais, de concentrés ou de matières premières secondaires par procédés métallurgiques, chimiques ou électrolytiques;

b) de fusion de métaux non ferreux, y compris l'alliage, incluant les produits de récupération (affinage, moulage en fonderie), d'une capacité de fusion supérieure à 4 tonnes par jour pour le plomb et le cadmium ou 20 tonnes par jour pour tous les autres métaux.

2.6. Installations de traitement de surface de métaux et matières plastiques utilisant un procédé électrolytique ou chimique, lorsque le volume des cuves affectées au traitement mises en oeuvre est supérieur à 30 m³.

3. Industrie minérale.

3.1. Installations destinées à la production de clinker (ciment) dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 500 tonnes par jour, ou de chaux dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour, ou dans d'autres types de fours avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour.

3.2. Installations destinées à la production d'amiante et à la fabrication de produits à base d'amiante.

3.3. Installations destinées à la fabrication du verre, y compris celles destinées à la production de fibres de verre avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour.

3.4. Installations destinées à la fusion de matières minérales, y compris celles destinées à la production de fibres minérales avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour.

3.5. Installations destinées à la fabrication de produits céramiques par cuisson, notamment de tuiles, de briques, de pierres réfractaires, de carrelages, de grès ou de porcelaines, avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes par jour, et/ou une capacité de four de plus de 4 m³ et de plus de 300 kg/m³ par four.

4. Industrie chimique.

La production au sens des catégories d'activités visées par la rubrique 24.1 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées désigne la production en quantité industrielle par transformation chimique des matières ou groupes de matières visés aux points 4.1 à 4.6.

4.1. Installations chimiques destinées à la fabrication de produits chimiques organiques de base, tels que :

a) hydrocarbures simples (linéaires ou cycliques, saturés ou insaturés, aliphatiques ou aromatiques);

b) hydrocarbures oxygénés, notamment alcools, aldéhydes, cétones, acides carboxyliques, esters, acétates, éthers, peroxydes, résines époxydes;

c) hydrocarbures sulfurés;

d) hydrocarbures azotés, notamment amines, amides, composés nitreux, nitrés ou nitrates, nitriles, cyanates, isocyanates;

e) hydrocarbures phosphorés;

f) hydrocarbures halogénés;

g) dérivés organométalliques;

h) matières plastiques de base (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose);

i) caoutchoucs synthétiques;

j) colorants et pigments;

k) tensioactifs et agents de surface.

4.2. Installations chimiques destinées à la fabrication de produits chimiques inorganiques de base, tels que :

a) gaz, tels que ammoniac, chlore ou chlorure d'hydrogène, fluor ou fluorure d'hydrogène, oxydes de carbone, composés sulfuriques, oxydes d'azote, hydrogène, dioxyde de soufre, dichlorure de carbonyle;

b) acides, tels que acide chromique, acide fluorhydrique, acide phosphorique, acide nitrique, acide chlorhydrique, acide sulfurique, oléum, acides sulfurés;

c) bases, telles que hydroxyde d'ammonium, hydroxyde de potassium, hydroxyde de sodium;

d) sels, tels que chlorure d'ammonium, chlorate de potassium, carbonate de potassium, carbonate de sodium, perborate, nitrate d'argent;

e) non-métaux, oxydes métalliques ou autres composés inorganiques, tels que carbure de calcium, silicium, carbure de silicium.

4.3. Installations chimiques destinées à la fabrication d'engrais à base de phosphore, d'azote ou de potassium (engrais simples ou composés).

4.4. Installations chimiques destinées à la fabrication de produits de base phytosanitaires et de biocides.

4.5. Installations utilisant un procédé chimique ou biologique destinées à la fabrication de produits pharmaceutiques de base.

4.6. Installations chimiques destinées à la fabrication d'explosifs.

5. Gestion des déchets.

5.1. *a)* Installations pratiquant une des opérations d'élimination, telles que définies à l'annexe II du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, de déchets dangereux ou d'huiles usagées avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour;

b) Installations pratiquant une des opérations de valorisation R1, R5, R8 ou R9, telles que définies à l'annexe III du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, de déchets dangereux ou d'huiles usagées avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour.

5.2. Installations destinées à l'incinération des déchets ménagers d'une capacité supérieure à 3 tonnes par heure

5.3. Installations pratiquant une des opérations d'élimination D8 ou D9 à l'annexe II du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, de déchets non dangereux avec une capacité de plus de 50 tonnes par jour.

5.4. Centres d'enfouissement technique recevant plus de 10 tonnes par jour ou d'une capacité de plus de 25 000 tonnes, à l'exclusion des centres d'enfouissement technique pour déchets inertes.

6. Autres activités.

6.1. Installations industrielles destinées à la fabrication de :

a) pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses;

b) papier et carton dont la capacité de production est supérieure à 20 tonnes par jour.

6.2. Installations destinées au prétraitement (opérations de lavage, blanchiment, mercerisation) ou à la teinture de fibres ou de textiles dont la capacité de traitement est supérieure à 10 tonnes par jour.

6.3. Installations destinées au tannage des peaux, lorsque la capacité de traitement est supérieure à 12 tonnes de produits finis par jour.

6.4. *a)* Abattoirs avec une capacité de production de carcasses supérieure à 50 tonnes par jour.

b) Traitement et transformation destinés à la fabrication de produits alimentaires à partir de :

— matière première animale (autre que le lait) d'une capacité de production de produits finis supérieure à 75 tonnes par jour;

— matière première végétale d'une capacité de production de produits finis supérieure à 300 tonnes par jour (valeur moyenne sur une base trimestrielle);

c) Traitement et transformation du lait, la quantité de lait reçu étant supérieure à 200 tonnes par jour (valeur moyenne sur une base annuelle).

6.5. Installations destinées à l'élimination ou à la valorisation de carcasses et de déchets d'animaux d'une capacité de traitement supérieure à 10 tonnes par jour.

6.6. Installations destinées à l'élevage intensif de volailles ou de porcs disposant de plus de :

a) 40 000 emplacements pour la volaille;

b) 2 000 emplacements pour porcs de production (de plus de 30 kg);

ou

c) 750 emplacements pour truies.

6.7. Installations destinées au traitement de surface de matières, d'objets ou de produits, et ayant recours à l'utilisation de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation d'une capacité de consommation de solvant de plus de 150 kg par heure ou de plus de 200 tonnes par an.

6.8. Installations destinées à la fabrication de carbone (charbon dur) ou d'électrographite par combustion ou graphitisation visées par la rubrique 10.90.03 de l'annexe I^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ».

Art. 6. Le présent arrêté s'applique aux établissements autorisés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et aux établissements pour lequel une demande de permis a été introduite avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, à l'exception des établissements dont les conditions particulières ont été réexaminées selon les principes contenus dans l'article 97bis, § 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Art. 7. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 février 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 830

[2007/200539]

8. FEBRUAR 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 17 und 64;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund der am 6. November 2006 und am 9. Januar 2007 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachten 41.487/4 und 41.886/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus, Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass hat die teilweise Umsetzung der Richtlinie 96/61/EG des Rates vom 24. September 1996 über die integrierte Vermeidung und Verminderung der Umweltverschmutzung zum Zweck.**Art. 2** - Dem Abschnitt 7 des Kapitels II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird ein Unterabschnitt *2bis* mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Modalitäten der Neuüberprüfung und Abänderung der Sonderbedingungen der Genehmigungen bestimmter Betriebe.

Art. 97bis - § 1 - Die besonderen Betriebsbedingungen der in der Anlage XXIII erwähnten Betriebe werden spätestens bis zum 30. Oktober 2007 von der zuständigen Behörde im Hinblick auf die Ausstellung in erster Instanz der Umweltgenehmigung auf Gutachten des Direktors der Außendirektion der Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen der Gemeinde, bei der der Genehmigungsantrag eingereicht wurde, und der von der Regierung bezeichneten Instanzen neu überprüft und gegebenenfalls abgeändert.

§ 2 - Die besonderen Betriebsbedingungen der in der Anlage XXIII erwähnten Betriebe werden von der zuständigen Behörde im Hinblick auf die Ausstellung in erster Instanz der Umweltgenehmigung auf Gutachten des Direktors der Außendirektion der Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen der Gemeinde, bei der der Genehmigungsantrag eingereicht wurde, und der von der Regierung bezeichneten Instanzen neu überprüft und gegebenenfalls abgeändert, wenn:

1° die durch die Anlage verursachte Umweltverschmutzung so stark ist, dass die in der Genehmigung festgelegten Emissionsgrenzwerte überprüft oder neue Emissionsgrenzwerte vorgesehen werden müssen;

2° wesentliche Veränderungen in den besten verfügbaren Techniken eine erhebliche Verminderung der Emissionen ermöglichen, ohne unverhältnismäßig hohe Kosten zu verursachen;

3° die Betriebssicherheit des Verfahrens oder der Tätigkeit die Anwendung anderer Techniken erfordert;

4° neue Rechtsvorschriften dies erforderlich machen.»

Art. 3 - In der Anlage I desselben Erlasses werden unter der allgemeinen Überschrift "Allgemeines Formular für die Anträge auf Umweltgenehmigung und auf Globalgenehmigung" die Wörter "Die nichttechnische Zusammenfassung besteht aus folgenden Elementen des Formulars: 1ter Teil, Feld I und II; 1ter Teil, Feld III, Positionen III.1 bis III.4; 1ter Teil, Feld IV, Positionen IV.1 bis IV.4; 2ter Teil, Feld I, Positionen I.1, I.2.3, I.3 und I.5; 2ter Teil, Feld II bis IV" gestrichen.**Art. 4** - In der Anlage I desselben Erlasses wird ein *6ter* Teil mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:«Teil *3bis*. Der Betreiber eines in der Anlage XXIII erwähnten Betriebs fügt dem allgemeinen Antragsformular die nichttechnische Zusammenfassung folgender Elemente bei:

— Anlage sowie Art und Umfang ihrer Tätigkeiten;

— Roh- und Hilfsstoffe, sonstige Stoffe und Energie, die in der Anlage verwendet oder erzeugt werden;

— Quellen der Emissionen aus der Anlage;

— Zustand des Anlagengeländes;

— Art und Menge der vorhersehbaren Emissionen aus der Anlage in jedes einzelne Umweltmedium, sowie Feststellung von erheblichen Auswirkungen der Emissionen auf die Umwelt;

— vorgesehene Technologie und sonstige Techniken zur Vermeidung der Emissionen aus der Anlage oder, sofern dies nicht möglich ist, Verminderung derselben;

— erforderlichenfalls Maßnahmen zur Vermeidung und Verwertung der von der Anlage erzeugten Abfälle;

— vorgesehene Maßnahmen zur Überwachung der Emissionen in die Umwelt;

— hauptsächliche Ersatzlösungen, falls es solche gibt, in der Form einer Zusammenfassung.»

Art. 5 - In demselben Erlass wird eine Anlage XXIII mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Anlage XXIII

1. Energiewirtschaft.

1.1. Feuerungsanlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von über 50 MW (1).

1.2. Mineralöl- und Gasraffinerien.

1.3. Kokereien.

1.4. Kohlevergasungs- und -verflüssigungsanlagen.

2. Herstellung und Verarbeitung von Metallen.

2.1. Röst- oder Sinteranlagen für Metallerz, einschließlich sulfidischer Erze.

2.2. Anlagen für die Herstellung von Roheisen und Stahl (Primär- und Sekundärschmelzung), einschließlich Stranggießen mit einer Kapazität von mehr als 2,5 Tonnen pro Stunde.

2.3. Anlagen zur Verarbeitung von Eisenmetallen durch:

a) Warmwalzen mit einer Leistung von mehr als 20 Tonnen Rohstahl pro Stunde;

b) Schmieden mit Hämmern, deren Schlagenergie 50 Kilojoule pro Hammer überschreitet, bei einer Wärmeleistung von über 20 MW;

c) Aufbringen von schmelzflüssigen metallischen Schutzschichten mit einer Verarbeitungskapazität von mehr als 2 Tonnen Rohstahl pro Stunde;

2.4. Eisenmetallgießereien mit einer Produktionskapazität von über 20 Tonnen pro Tag.

2.5. Anlagen:

a) zur Gewinnung von Nichteisenrohmetallen aus Erzen, Konzentraten oder sekundären Rohstoffen durch metallurgische Verfahren, chemische Verfahren oder elektrolytische Verfahren;

b) zum Schmelzen von Nichteisenmetallen, einschließlich Legierungen, darunter auch Wiedergewinnungsprodukte (Raffination, Gießen) mit einer Schmelzkapazität von mehr als 4 Tonnen pro Tag bei Blei und Kadmium oder 20 Tonnen pro Tag bei allen anderen Metallen.

2.6. Anlagen zur Oberflächenbehandlung von Metallen und Kunststoffen durch ein elektrolytisches oder chemisches Verfahren, wenn das Volumen der Wirkbäder 30 m³ übersteigt.

3. Mineralverarbeitende Industrie.

3.1. Anlagen zur Herstellung von Zementklinker in Drehöfen mit einer Produktionskapazität von über 500 Tonnen pro Tag oder von Kalk in Drehöfen mit einer Produktionskapazität von über 50 Tonnen pro Tag oder in anderen Öfen mit einer Produktionskapazität von über 50 Tonnen pro Tag.

3.2. Anlagen zur Gewinnung von Asbest und zur Herstellung von Erzeugnissen aus Asbest.

3.3. Anlagen zur Herstellung von Glas, einschließlich der Anlagen zur Herstellung von Glasfasern mit einer Schmelzkapazität von über 20 Tonnen pro Tag.

3.4. Anlagen zum Schmelzen mineralischer Stoffe, einschließlich der Anlagen zur Herstellung von Mineralfasern mit einer Schmelzkapazität von über 20 Tonnen pro Tag.

3.5. Anlagen zur Herstellung von keramischen Erzeugnissen durch Brennen, und zwar insbesondere von Dachziegeln, Ziegelsteinen, feuerfesten Steinen, Fliesen, Steinzeug oder Porzellan, mit einer Produktionskapazität von über 75 Tonnen pro Tag und/oder einer Ofenkapazität von über 4 m³ und einer Besatzdichte von über 300 kg/m³ pro Ofen.

4. Chemische Industrie.

Die Herstellung im Sinne der in der Rubrik 24.1 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Kategorien von Tätigkeiten bedeutet die Herstellung der in den Nummern 4.1 bis 4.6 genannten Stoffe oder Stoffgruppen durch chemische Umwandlung im industriellen Umfang.

4.1. Chemieanlagen zur Herstellung von organischen Grundchemikalien wie:

a) einfachen Kohlenwasserstoffen (lineare oder ringförmige, gesättigte oder ungesättigte, aliphatische oder aromatische);

b) sauerstoffhaltigen Kohlenwasserstoffen, insbesondere Alkohole, Aldehyde, Ketone, Carbonsäuren, Ester, Acetate, Ether, Peroxide, Epoxide;

c) schwefelhaltigen Kohlenwasserstoffen;

d) stickstoffhaltigen Kohlenwasserstoffen, insbesondere Amine, Amide, Nitroso-, Nitro- oder Nitratverbindungen, Nitrile, Cyanate, Isocyanate;

e) phosphorhaltigen Kohlenwasserstoffen;

f) halogenhaltigen Kohlenwasserstoffen;

g) metallorganischen Verbindungen;

h) Basiskunststoffen (Polymeren, Chemiefasern, Fasern auf Zellstoffbasis);

i) synthetische Kautschuken;

j) Farbstoffen und Pigmenten;

k) Tensiden.

4.2. Chemieanlagen zur Herstellung von anorganischen Grundchemikalien wie:

a) von Gasen wie Ammoniak, Chlor und Chlorwasserstoff, Fluor und Fluorwasserstoff, Kohlenstoffoxiden, Schwefelverbindungen, Stickstoffoxiden, Wasserstoff, Schwefeldioxid, Phosgen;

b) von Säuren wie Chromsäure, Flußsäure, Phosphorsäure, Salpetersäure, Salzsäure, Schwefelsäure, Oleum, schweflige Säuren;

c) von Basen wie Ammoniumhydroxid, Kaliumhydroxid, Natriumhydroxid;

d) von Salzen wie Ammoniumchlorid, Kaliumchlorat, Kaliumkarbonat, Natriumkarbonat, Perborat, Silbernitrat;

e) von Nichtmetallen, Metalloxiden oder sonstigen anorganischen Verbindungen wie Kalziumkarbid, Silicium, Siliciumkarbid.

4.3. Chemieanlagen zur Herstellung von phosphor-, stickstoff- oder kaliumhaltigen Düngemitteln (Einnährstoff- oder Mehrnährstoffdünger).

4.4. Chemieanlagen zur Herstellung von Ausgangsstoffen für Pflanzenschutzmittel und von Bioziden.

4.5. Anlagen zur Herstellung von Grundarzneimitteln unter Verwendung eines chemischen oder biologischen Verfahrens.

4.6. Chemieanlagen zur Herstellung von Explosivstoffen.

5. Abfallbehandlung.

5.1. *a)* Anlagen, in der einer der Beseitigungsvorgänge im Sinne der Anlage II des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle für gefährliche Abfälle oder Altöle durchgeführt wird, mit einer Kapazität von über 10 Tonnen pro Tag;

b) Anlagen, in der einer der Verwertungsvorgänge R1, R5, R8 oder R9 im Sinne der Anlage II des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle für gefährliche Abfälle oder Altöle durchgeführt wird, mit einer Kapazität von über 10 Tonnen pro Tag.

5.2. Anlagen zur Verbrennung von häuslichen Abfällen mit einer Kapazität von über 3 Tonnen pro Stunde.

5.3. Anlagen, in der einer der Beseitigungsvorgänge D8 oder D9 im Sinne der Anlage II des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle für nicht gefährliche Abfälle durchgeführt wird, mit einer Kapazität von über 50 Tonnen pro Tag.

5.4. Technische Vergrabungszentren, die mehr als 10 Tonnen pro Tag entgegennehmen, mit einer Kapazität von mehr als 25 000 Tonnen, mit Ausnahme der technischen Vergrabungszentren für inerte Abfälle.

6. Sonstige Tätigkeiten.

6.1. Industrieanlagen zur Herstellung von:

a) Zellstoff aus Holz oder anderen Faserstoffen;

b) Papier und Pappe, mit einer Produktionskapazität von über 20 Tonnen pro Tag.

6.2. Anlagen zur Vorbehandlung (Waschen, Bleichen, Mercerisieren) oder zum Färben von Fasern oder Textilien, deren Verarbeitungskapazität 10 Tonnen pro Tag übersteigt.

6.3. Anlagen zum Gerben von Häuten oder Fellen mit einer Verarbeitungskapazität von mehr als 12 Tonnen Fertigerzeugnissen pro Tag.

6.4. *a)* Anlagen zum Schlachten mit einer Schlachtkapazität (Tierkörper) von mehr als 50 Tonnen pro Tag;

b) Behandlungs- und Verarbeitungsanlagen zur Herstellung von Nahrungsmittelerzeugnissen aus:

— tierischen Rohstoffen (mit Ausnahme von Milch) mit einer Produktionskapazität von mehr als 75 Tonnen Fertigerzeugnissen pro Tag;

— pflanzlichen Rohstoffen mit einer Produktionskapazität von mehr als 300 Tonnen Fertigerzeugnissen pro Tag (Vierteljahresdurchschnittswert);

c) Anlagen zur Behandlung und Verarbeitung von Milch, wenn die eingehende Milchmenge 200 Tonnen pro Tag übersteigt (Jahresdurchschnittswert).

6.5. Anlagen zur Beseitigung oder Verwertung von Tierkörpern und tierischen Abfällen mit einer Verarbeitungskapazität von mehr als 10 Tonnen pro Tag.

6.6. Anlagen zur Intensivhaltung oder -aufzucht von Geflügel oder Schweinen mit mehr als:

a) 40 000 Plätzen für Geflügel;

b) 2 000 Plätzen für Mastschweine (Schweine über 30 kg);

oder

c) 750 Plätzen für Säue.

6.7. Anlagen zur Behandlung von Oberflächen von Stoffen, Gegenständen oder Erzeugnissen unter Verwendung von organischen Lösungsmitteln, insbesondere zum Appretieren, Bedrucken, Beschichten, Entfetten, Imprägnieren, Kleben, Lackieren, Reinigen oder Tränken, mit einer Verbrauchskapazität von mehr als 150 kg Lösungsmitteln pro Stunde oder von mehr als 200 Tonnen pro Jahr.

6.8. Anlagen zur Herstellung von Kohlenstoff (Hartbrandkohle) oder Elektrographit durch Brennen oder Graphitieren, die in der Rubrik 10.90.03 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten angegeben werden.»

Art. 6 - Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf die Betriebe, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses zugelassen wurden und auf die Betriebe, für die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ein Genehmigungsantrag eingereicht wurde, mit Ausnahme der Betriebe, deren Sonderbedingungen laut den in Artikel 97*bis*, § 2 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung enthaltenen Grundsätzen neu überprüft wurden.

Art. 7 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. Februar 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 830

[2007/200539]

8 FEBRUARI 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 17 en 64;
Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op de adviezen 41.487/4 en 41.886/4 van de Raad van State, gegeven op 6 november 2006 en 9 januari 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit beoogt de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 96/61/EG van de Raad van 24 september 1996 inzake geïntegreerde preventie en bestrijding van verontreiniging.

Art. 2. In hoofdstuk II van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt afdeling 7 aangevuld met een nieuwe onderafdeling *2bis*, luidend als volgt :

« Modaliteiten inzake toetsing en wijziging van de bijzondere vergunningsvoorwaarden van sommige inrichtingen.

Art. 97bis. § 1. Om de milieuvergunning in eerste instantie af te geven, kan de bevoegde overheid de specifieke exploitatienormen van de in bijlage XXIII bedoelde inrichtingen uiterlijk 30 oktober 2007 toetsen of, desgevallend, wijzigen, na advies van de directeur van de externe directie van de Afdeling Preventie en Vergunningen van de gemeente waar de aanvraag wordt ingediend en van de door de Regering aangewezen organen.

§ 2. Om de milieuvergunning in eerste instantie af te geven kan de bevoegde overheid, na advies van de directeur van de externe directie van de Afdeling Preventie en Vergunningen van de gemeente waar de aanvraag wordt ingediend en van de door de Regering aangewezen organen, de specifieke exploitatienormen van de in bijlage XXIII bedoelde inrichtingen toetsen of, desgevallend, wijzigen als :

1° de door de inrichting veroorzaakte verontreiniging van dien aard is dat de bestaande emissiegrenswaarden in een vergunning gewijzigd of nieuwe emissiegrenswaarden moeten opgenomen worden;

2° belangrijke veranderingen in de beste beschikbare technieken een significante beperking van de emissies zonder buitensporige kosten mogelijk maken;

3° bedrijfsveiligheid van het proces of de activiteit de toepassing van andere technieken vereist;

4° nieuwe wettelijke bepalingen zulks vereisen. »

Art. 3. In bijlage I bij hetzelfde besluit worden onder het algemene opschrift "Algemeen aanvraagformulier voor milieuvergunningen en unieke vergunningen" de volgende woorden geschrapt : "De niet-technische samenvatting bestaat uit de volgende delen van het formulier : eerste deel, vakken I en II; eerste deel, vak III, punten III.1 tot III.4; eerste deel, vak IV, punten IV.1 tot IV.4; tweede deel, vak I, punten I.1, I.2.3, I.3 en I.5; tweede deel, vakken II tot IV. "

Art. 4. Bijlage I bij hetzelfde besluit wordt aangevuld met een zesde deel, luidend als volgt :

« 3e deel*bis*. De exploitant van een inrichting bedoeld in bijlage XXIII laat het algemeen aanvraagformulier vergezeld gaan van de niet technische samenvatting van :

— de inrichting en de aard en omvang van de activiteiten die daar plaatsvinden;

— de grondstoffen en hulpmaterialen, de andere stoffen en de energie die in de inrichting worden gebruikt of door de inrichting worden gegenereerd;

— de emissiebronnen van de inrichting;

— de situatie van de plaats waar de inrichting komt;

— aard en omvang van de te voorziene emissies van de installatie in elk milieucompartiment, met een overzicht van de significante milieueffecten van de emissies;

— de beoogde technologie en de andere technieken ter voorkoming of, indien dat niet mogelijk is, ter vermindering van de emissies van de inrichting;

— zo nodig de maatregelen betreffende de preventie en de nuttige toepassing van de door de inrichting voortgebrachte afvalstoffen;

— de maatregelen die worden getroffen ter controle van de emissies in het milieu;

— een schets van de voornaamste alternatieven, voorzover deze bestaan. »

Art. 5. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage XXIII, luidend als volgt :

« Bijlage XXIII.

1. Energie-industrie.

1.1. Stookinstallaties met een hoeveelheid vrijkomende warmte van meer dan 50 MW (1).

1.2. Aardolie- en gasraffinaderijen.

1.3. Cokesfabrieken.

1.4. Installaties voor het vergassen en vloeibaar maken van steenkool.

2. Productie en verwerking van metalen.

2.1. Installaties voor het roosten of sinteren van erts, met inbegrip van zwavelhoudend erts.

2.2. Installaties voor de productie van ijzer of staal (primaire of secundaire smelting), met inbegrip van uitrusting voor continuëgieten met een capaciteit van meer dan 2,5 ton per uur.

2.3. Installaties voor verwerking van ferrometalen door :

a) warmwalsen met een capaciteit van meer dan 20 ton ruwstaal per uur;

b) smeden met hamers met een slagarbeid van meer dan 50 kilojoule per hamer, wanneer een thermisch vermogen van meer dan 20 MW wordt gebruikt;

c) het aanbrengen van deklagen van gesmolten metaal, met een verwerkingscapaciteit van meer dan 2 ton ruwstaal per uur.

2.4. Smelterijen van ferrometalen met een productiecapaciteit van meer dan 20 ton per dag.

2.5. Installaties :

a) voor de winning van ruwe non-ferrometalen uit erts, concentraat of secundaire grondstoffen met metallurgische, chemische of elektrolytische procédés;

b) voor het smelten van non-ferrometalen, met inbegrip van legeringen, inclusief terugwinningproducten (affineren, vormgieten) met een smeltcapaciteit van meer dan 4 ton per dag voor lood en cadmium of 20 ton per dag voor alle andere metalen.

2.6. Installaties voor oppervlaktebehandeling van metalen en kunststoffen door middel van een elektrolytisch of chemisch procédé, wanneer de inhoud van de gebruikte behandelingsbaden meer dan 30 m³ bedraagt.

3. Minerale industrie.

3.1. Installaties voor de productie van cementklinker in draaiovens met een productiecapaciteit van meer dan 500 ton per dag, of van ongebluste kalk in draaiovens met een productiecapaciteit van meer dan 50 ton per dag, of in andere ovens met een productiecapaciteit van meer dan 50 ton per dag.

3.2. Installaties voor de winning van asbest en de fabricage van asbestproducten.

3.3. Installaties voor de fabricage van glas, met inbegrip van installaties voor de fabricage van glasvezels, met een smeltcapaciteit van meer dan 20 ton per dag.

3.4. Installaties voor het smelten van minerale stoffen, met inbegrip van installaties voor de fabricage van mineraalvezels, met een smeltcapaciteit van meer dan 20 ton per dag.

3.5. Installaties voor het fabriceren van keramische producten door middel van verhitting, met name dakpannen, bakstenen, vuurvaste stenen, tegels, aardewerk of porselein, met een productiecapaciteit van meer dan 75 ton per dag, en/of een ovencapaciteit van meer dan 4 m³ en met een plaatsingsdichtheid per oven van meer dan 300 kg/m³.

4. Chemische industrie.

Onder productie in de zin van de categorieën activiteiten bedoeld in de rubriek 24.1 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten wordt verstaan de productie op industriële schaal door chemische omzetting van stoffen of groepen van stoffen bedoeld in de punten 4.1. tot 4.6.

4.1. Chemische installaties voor de fabricage van organisch-chemische basisproducten, zoals :

a) eenvoudige koolwaterstoffen (lineaire of cyclische, verzadigde of onverzadigde, alifatische of aromatische);

b) zuurstofhoudende koolwaterstoffen, zoals alcoholen, aldehyden, ketonen, carboxzuren, esters, acetaten, ethers, peroxyden, epoxyharsen;

c) zwavelhoudende koolwaterstoffen;

d) stikstofhoudende koolwaterstoffen, zoals aminen, amiden, nitroso-, nitroen, nitraatverbindingen, nitrillen, cyanaten, isocyanaten;

e) fosforhoudende koolwaterstoffen;

f) halogeenhoudende koolwaterstoffen;

g) organometaalverbindingen;

h) kunststof-basisproducten (polymeren, kunstvezels, cellulosevezels);

i) synthetische rubber;

j) kleurstoffen en pigmenten;

k) tensioactieve stoffen en tensiden.

4.2. Chemische installaties voor de fabricage van anorganisch-chemische basisproducten, zoals :

a) gassen, zoals ammoniak, chloor of chloorwaterstof, fluor of fluorwaterstof, kooloxiden, zwavelverbindingen, stikstofoxiden, waterstof, zwaveldioxide, carbonyldichloride;

b) zuren, zoals chroomzuur, fluorwaterstofzuur, fosforzuur, salpeterzuur, zoutzuur, zwavelzuur, oleum, zwaveligzuur,

c) basen, zoals ammoniumhydroxide, kaliumhydroxide, natriumhydroxide,

d) zouten, zoals ammoniumchloride, kaliumchloraat, kaliumcarbonaat, natriumcarbonaat, perboraat, zilvernitraat;

e) niet-metalen, metaaloxiden of andere anorganische verbindingen, zoals calciumcarbide, silicium, siliciumcarbide.

4.3. Chemische installaties voor de fabricage van fosfaat-, stikstof- of kaliumhoudende meststoffen (enkelvoudige of samengestelde meststoffen).

4.4. Chemische installaties voor de fabricage van basisproducten voor gewasbescherming en van biociden.

4.5. Installaties voor de fabricage van farmaceutische basisproducten die een chemisch of biologisch procédé gebruiken.

4.6. Chemische installaties voor de fabricage van explosieven.

5. Afvalbeheer.

5.1. *a)* Installaties voor de verwijdering van gevaarlijke afvalstoffen of afgewerkte oliën in de zin van bijlage II bij het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, met een capaciteit van meer dan 10 ton per dag;

b) Installaties voor de nuttige toepassing van gevaarlijke afvalstoffen of afgewerkte oliën, in de zin van bijlage III bij het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, rubrieken R1, R5, R8 of R9, met een capaciteit van meer dan 10 ton per dag.

5.2. Installaties voor de verbranding van huishoudelijk afval met een capaciteit van meer dan 3 ton per uur.

5.3. Installaties voor de verwijdering van ongevaarlijke afvalstoffen in de zin van bijlage II bij het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, rubrieken D8, D9, met een capaciteit van meer dan 50 ton per dag.

5.4. Centra voor technische ingraving die meer dan 10 ton per dag ontvangen of een totale capaciteit van meer dan 25 000 ton hebben, met uitzondering van de centra voor technische ingraving voor inerte afvalstoffen.

6. Overige activiteiten.

6.1. Industriële installaties voor de fabricage van :

a) papierpulp uit hout of uit andere vezelstoffen;

b) papier en karton met een productiecapaciteit van meer dan 20 ton per dag.

6.2. Installaties voor de voorbehandeling (wassen, bleken, merceriseren) of het verven van vezels of textiel met een verwerkingscapaciteit van meer dan 10 ton per dag.

6.3. Installaties voor het looien van huiden met een verwerkingscapaciteit van meer dan 12 ton eindproducten per dag.

6.4. *a)* Abattoirs met een productiecapaciteit van meer dan 50 ton per dag geslachte dieren;

b) Bewerking en verwerking voor de fabricage van levensmiddelen op basis van :

— dierlijke grondstoffen (andere dan melk) met een productiecapaciteit van meer dan 75 ton per dag eindproducten;

— plantaardige grondstoffen met een productiecapaciteit van meer dan 300 ton per dag eindproducten (gemiddelde waarde op driemaandelijke basis);

c) Bewerking en verwerking van melk, met een hoeveelheid ontvangen melk van meer dan 200 ton per dag (gemiddelde waarde op jaarbasis).

6.5. Installaties voor de destructie of de nuttige toepassing van kadavers en dierlijk afval met een verwerkingscapaciteit van meer dan 10 ton per dag.

6.6. Installaties voor intensieve pluimvee- of varkenshouderij met meer dan :

a) 40 000 plaatsen voor pluimvee;

b) 2 000 plaatsen voor mestvarkens (van meer dan 30 kg);

of

c) 750 plaatsen voor zeugen.

6.7. Installaties voor de oppervlaktebehandeling van stoffen, voorwerpen of producten, waarin organische oplosmiddelen worden gebruikt, in het bijzonder voor het appreteren, bedrukken, het aanbrengen van een laag, het ontvetten, het vocht dicht maken, lijmen, verven, reinigen of impregneren, met een verbruikcapaciteit van meer dan 150 kg oplosmiddel per uur, of meer dan 200 ton per jaar.

6.8. Installaties voor de fabricage van koolstof (harde gebrande steenkool) of elektrografiet door verbranding of grafitisering bedoeld in rubriek 10.90.03 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten ».

Art. 6. Dit besluit is van toepassing op de inrichtingen vergund vóór de inwerkingtreding van dit besluit en op de inrichtingen waarvoor een vergunningsaanvraag is ingediend vóór de inwerkingtreding van dit besluit, met uitzondering van de inrichtingen waarvoor de bijzondere voorwaarden opnieuw werden getoetst volgens de principes bedoeld in artikel 97*bis*, § 2, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Art. 7. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 februari 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN